



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
12 mars 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

LE GOUVERNEMENT S'EN PREND AUX CHÔMEURS...

QUOI QU'IL EN COÛTE... MAIS POUR QUI ?

Covid oblige, le gouvernement avait renoncé à appliquer la réduction des allocations chômage prévue au 1^{er} avril 2020. Mais Élisabeth Borne, la ministre du Travail, a annoncé que la réforme de l'assurance-chômage entrera en vigueur dès le 1^{er} juillet. Pas la partie qui pénaliserait les patrons abusant du travail précaire, repoussée à 2022, autant dire jetée aux oubliettes. C'est le montant des allocations qui baisserait.

Le gouvernement contre la précarité...

...ou contre les précaires ?

Le gouvernement prétend que cette réforme servira à lutter contre les chômeurs qui « profitent » du chômage. Comme si c'était un choix d'être au chômage, surtout dans le contexte actuel ! Selon l'Unédic, 840 000 personnes (38 % des allocataires) connaîtraient ainsi une baisse d'indemnisation, de 20 % en moyenne, et cela pourrait aller jusqu'à des montants divisés par deux pour certains. Pour une personne ayant eu deux CDD de 3 mois payés au Smic sur les 24 derniers mois, les allocations passeraient de 975 euros à 659 euros. Le salaire journalier de référence utilisé pour calculer les allocations prendra en compte les périodes d'inactivité, alors qu'aujourd'hui, seules les périodes salariées sont prises en compte. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seraient les premiers pénalisés.

Rien à voir avec la lutte contre la précarité

Les patrons sont responsables du chômage : en 2020, 360 000 emplois ont été détruits, rien que dans le privé. Le nombre de chômeurs devrait encore augmenter avec la fin des dispositifs de chômage partiel. Même Antoine Foucher, ex-directeur de cabinet de la ministre du Travail et artisan de la réforme en 2019, plaide pour son report. Il reconnaît que « *les demandeurs d'emploi concernés vont avoir un lourd sentiment d'injustice* ».

Si le gouvernement voulait combattre la précarité, il s'en prendrait à ceux qui usent de subventions publiques pour moderniser leurs installations et licencier. À ceux qui embauchent en CDD à répétition, ou en intérim, au lieu de créer les CDI nécessaires.

Mais le malus prévu dans ce dernier cas sur les cotisations chômage est reporté en 2022 et les activi-

tés fortement touchées par la pandémie sont de toute façon sorties du dispositif.

Cette réforme devrait rapporter aux caisses moins d'1,3 milliard d'euros par an. À comparer aux 17,4 milliards de déficit de l'Unédic en 2020 du fait du financement du chômage partiel. Et au total, fin juillet 2020, des 470 milliards mobilisés pour venir en aide aux patrons, auxquels s'est ajouté un plan de relance de 100 milliards en septembre. Alors, pourquoi une réforme qui ne rapportera qu'une goutte d'eau aux caisses mais va enfoncer un peu plus dans la misère les plus précaires ?

En s'en prenant aux chômeurs, qui seront poussés à accepter des contrats à n'importe quel prix, même mal payés, même avec des conditions de travail déplorables, le gouvernement fait pression à la baisse sur nos conditions de travail à tous. C'est ça son but.

Les véritables urgences

La véritable urgence en ce moment, ce serait de renforcer les filets de sécurité pour protéger les travailleurs de la crise.

- Il faudrait déjà **interdire tout licenciement**.
- Ensuite, **personne ne devrait vivre avec moins de 1 500 euros par mois** : c'est le montant minimum que le gouvernement alloue à tous les propriétaires de bars et restaurants. Pourquoi ce qui est bon pour ceux-là ne le serait-il pas pour les travailleurs privés d'emploi ?

Les patrons ont commencé leur offensive en licenciant, le gouvernement la poursuit en réduisant les allocations chômage. Et quoi demain ? La baisse de tous les salaires, la suppression du Smic ?

Est-ce que cette réforme sera la réforme de trop, celle qui nous mettra en colère et les contraindra à cesser leurs attaques ? On ne peut que l'espérer.

Le coup de la prime dépanne déprime

Cette année on recevra seulement 12 € d'augmentation générale. « Oui, mais, il y a la prime... », objecteront certains. Bien sûr qu'on la prend, car on en a tous besoin. Mais on n'est pas dupes. PSA se réserve le droit de ne rien donner les années à venir. Et cette prime ne compte pas pour la retraite.

Nos salaires stagnent depuis des années, ça prépare une retraite de misère.

Le coup de la prime déprime met en colère

On nous fait miroiter 3 000 euros, mais c'est du brut. Ce sera donc 2 700 euros nets. Enfin, pas pour tout le monde, parce que pour toucher ça, il faut ne pas avoir été malade (l'année de la pandémie mondiale, génial...), en congé maternité (c'est pas bien de faire des gosses...): la prime est amputée au prorata des absences.

Et surtout, pour les prestataires ou intérimaires, c'est rien du tout ! C'est pas qu'ils n'ont pas participé à suer 2,2 milliards d'euros de bénéfices. Mais si la famille Peugeot n'en touche pas à peu près la moitié, elle part en syncope...

Ça ne changera jamais ? Si : le jour où on leur fera comprendre que, sans notre travail, ils ne sont rien.

Diviser les ouvriers pour mieux régner

La direction a annoncé son intention de transférer la production de moteurs de l'usine de PSA Douvrin près de Lille à Opel en Hongrie. Hier Poissy récupérerait la C3 construite à Aulnay, Trnava la 208 faite à Poissy... les patrons mettent en concurrence les sites, demain elle peut décider la mort du site d'Opel en Hongrie pour aller produire moins cher ailleurs. Les responsables du projet de fermeture de PSA Douvrin, ce ne sont pas les Hongrois (ils ont besoin de gagner leur vie comme nous), mais les actionnaires qui condamnent à mort des sites pour faire plus d'argent.

La seule manière d'échapper à ces attaques ça reste la lutte collective, solidaire, et internationale des salariés, en évitant le piège du nationalisme, du repli site par site, secteurs par secteurs.

Tu parles d'un cadeau !

Une semaine avant l'annonce du transfert de la production du moteur EP à Szentgotthard en Hongrie, PSA célébrait le 18 février dernier le 50 millionième moteur produit à Douvrin (Française de Mécanique) en une cinquantaine d'années d'existence...

Aucun salarié du groupe n'est à l'abri. Raison de plus pour tous nous serrer les coudes.

PSA au service du bluff gouvernemental

Après les respirateurs pour les hôpitaux finalement inutilisables l'an dernier, la direction de PSA Poissy

tient à participer au bluff du gouvernement sur les vaccins. Elle en propose... 10 seulement.

À injecter lentement, des fois que les photographes du service com' louperaient la scène.

Les salariés aveyronnais de l'automobile ne se laissent pas faire

Depuis cette semaine, les entrées de l'usine Bosch de Rodez (Aveyron), qui fournit à Renault et Peugeot des injecteurs, sont bloquées par les salariés à qui la direction vient d'annoncer la suppression de 750 emplois sur 1250.

Depuis mardi, ce sont aussi les livraisons de la SAM de Decazeville (Aveyron aussi) vers Renault qui sont bloquées par les salariés. La fonderie aluminium dont Renault est quasiment l'unique client est en redressement judiciaire depuis 2019, et le repreneur supprimerait 214 emplois sur 365. Devant un tel désastre, les travailleurs n'ont que faire d'être inondés de larmes de crocodile et baladés de table ronde en table ronde. Ils ont bien raison de passer à l'action. Et nous aurions tout intérêt à ne pas les laisser seuls...

Un chômage pas si partiel

Un inspecteur du travail du Grand Est a dévoilé dans le journal *Le Parisien* quelques ficelles sur la fraude au chômage partiel. Pas mal de patrons ont saisi l'occasion pour que l'État paye les salariés à leur place, mais d'autres inventent carrément des travailleurs fictifs pour toucher plus d'aides ! Parmi d'autres, Air France a été prise la main dans le sac, à travers sa filiale Hop.

Les patrons savent comment faire tomber l'argent dans leurs poches...

Birmanie : les entreprises françaises partenaires des militaires

Les armes abattant les manifestants birmans, les automitrailleuses déployées dans les rues ont-elles été financées par les 257 millions d'euros que Total a versés au fisc birman en 2019 pour ses exploitations gazières dans l'Yadana ? Le matériel que le français Idemia, « leader de l'identité augmentée », a vendu à l'armée birmane a-t-il aidé à arrêter 1 700 des opposants au coup d'État militaire ?

On sait en tout cas que les mensonges de la chaîne d'État Myanmar Radio and Television continuent bien d'être diffusés par une des filiales de Canal+. L'impérialisme dénonce (très modérément) en public les criminels avec lesquels il s'associe en privé.

Citation du jour

« Le travail, c'est bien une maladie, puisqu'il y a une médecine du travail ».

Coluche